

# Oorkonden en Mededelingen

## LE PRIVILÈGE DE NON-CONFISCATION DES BIENS DES BOURGEOIS DE BRUGES ET LA LÉGISLATION DE CHARLES-QUINT CONTRE L'HÉRÉSIE (1554-1555)

Accordé à la ville de Bruges, le 4 novembre 1304, par le comte Philippe de Thiette<sup>1</sup>, fils de Guy de Dampierre, le privilège de non-confiscation des biens<sup>2</sup> fut, à diverses reprises, aboli<sup>3</sup>, rétabli<sup>4</sup> et confirmé<sup>5</sup> par les comtes de Flandre.

<sup>1</sup> Troisième keure de Bruges, § 26, dans L. GILLIODTS-VAN SEVEREN, *Coutumes de la ville de Bruges*, t. I, Bruxelles, 1874, pp. 286-307; L. GILLIODTS-VAN SEVEREN, *Inventaire des archives de la ville de Bruges, Inventaire des Chartes*, t. I, Bruges, 1871, pp. 194-195; cité par R. C. VAN CAENEGEM, *Geschiedenis van het strafrecht in Vlaanderen van de XIe tot de XIVe eeuw*, Bruxelles, 1954, p. 208, n. 4.

<sup>2</sup> Bon résumé de la question pour la période 1338-1491 dans *Inventaire...*, *Table analytique*, par E. GAILLARD, Bruges, 1885, pp. 90-91; F. VAN DE PUTTE, *Les confiscations de Maximilien d'Autriche*, dans *Annales de la Société d'Émulation de Bruges*, t. II, Bruges, 1840, pp. 341-351; L. GALESLOOT, *Arrêt du Grand Conseil de Malines portant confiscation, pour cause de rébellion, d'une somme de dix-mille écus dûs à la ville de Bruges par l'empereur Maximilien et son fils l'archiduc Philippe. 3 janvier 1496*, même revue, t. XXXII, Bruges, 1882, pp. 399-412; *Coutumes de Bruges*, t. I, p. 114.

<sup>3</sup> Aboli par Philippe le Hardi, le 26 avril 1384 (*Inventaire... Chartes...*, t. III, Bruges, 1875, pp. 1-2); par Jean sans Peur, le 25 avril 1407 (*Ibidem*, t. IV, Bruges, 1876, pp. 14-16); par Philippe le Bon dans son pardon du 4 mars 1438 (*ibid.*, t. V, Bruges, 1876, pp. 136-158); par Philippe le Beau, le 17 septembre 1488 (*ibid.* t. VI, Bruges, 1876, p. 310).

<sup>4</sup> Rétabli par Jean sans Peur, le 30 septembre 1414 (*Coutumes...*, t. I, pp. 475-478; *Inventaire... Chartes...*, t. IV, pp. 323-324); par le comte de Nassau, au nom de Maximilien et Philippe le Beau, à la paix de Damme, le 29 novembre 1490 (*ibid.*, t. VI, p. 341).

<sup>5</sup> Confirmé par Louis de Nevers, le 6 janvier 1338 (*ibid.*, t. I, p. 483; *Coutumes...*, t. I, pp. 405-406); par le Conseil de Flandre, le 12 juin 1450 (*ibid.*, t. II, Bruxelles, 1875, pp. 8-18); par le comte de Nassau, le 29 mars 1491 (*ibid.*, t. II, pp. 123-125).

La législation de Charles-Quint, inaugurant en 1529 la peine de confiscation de biens dans la répression de l'hérésie, allait se heurter au privilège d'exemption des bourgeois de Bruges<sup>6</sup>. Par la suite, plusieurs ordonnances touchant des délits mineurs avaient comminé la même peine mais chaque fois, il avait été spécifié que cette mesure ne visait pas les bourgeois de Bruges qui possédaient le privilège d'immunité<sup>7</sup>.

En 1554, suite aux prétentions de François vanden Houte, « ontfangere vanden extraordinairen in Vlaendren », de Touchain van Aken, son commis, et du huissier Baptiste Lommel<sup>8</sup> qui voulaient confisquer les biens de certains hérétiques exécutés ou exilés, les bourgmestres, échevins et conseil de la ville de Bruges adressèrent à l'empereur une supplique dans laquelle ils rappelaient le privilège perpétuel de non confiscation accordé par Jean sans Peur, en 1414, à la ville, dont copie était jointe, et lui demandaient d'avoir égard à ce privilège d'exemption et d'annuler la commission exécutoire du huissier Lommel.

Le 10 janvier 1555 (n. st.)<sup>9</sup>, la gouvernante, Marie de Hon-

<sup>6</sup> Le 31 décembre 1529, sous la pression des États de Flandre, l'empereur promulgait, spécialement pour le comté de Flandre, une ordonnance qui modifiait, quant à la confiscation des biens, les clauses de l'édit du 14 octobre de la même année (Cfr. P. FREDERICQ, *Les placards du 14 octobre et du 31 décembre 1529 contre les protestants des Pays-Bas*, dans *Mélanges Godefroid Kurth*, t. I, Liège-Paris, 1908, pp. 255-260). Les hérétiques seraient punis „up de peyne van verbuerte van huere live ende van huere goedynghen daerof gheexcepteirt de ghueene die bij privilege of anderssins exempt zijn van confiscatie van goede" (ARCHIVES DE LA VILLE DE BRUGES, *Hallegheden 1518-1530*, f<sup>o</sup> 641 v.

<sup>7</sup> Citons un exemple. Le 13 mars 1550 (n. st.), Marie de Hongrie, répondant à une supplication des quatre membres de Flandre, spécifie que la peine de confiscation des biens, stipulée par un édit sur le transport des grains du 6 décembre 1549, ne peut s'appliquer à ceux qui possèdent un privilège de non-confiscation. (Cfr. *Recueil des Ordonnances des Pays-Bas*, 2e série, t. VI, pp. 27-28).

<sup>8</sup> Ce Baptiste Lommel est connu : „Informatie precedente ghehouden bij mij Baptiste Lommel, duerwaerdre van wapenen der Conincklijcke Majesteit (—) binnen der stede van Damme upde XI, XII ende XIII daghe Aprilis XV<sup>o</sup>LVI". (ARCHIVES DE LA VILLE DE BRUGES, *Divers 1500-1560*, pièce séparée).

<sup>9</sup> Édité dans *Recueil des ordonnances...*, 2e série, t. VI, p. 401.

grie, déclarait que la peine de confiscation des biens stipulée par les placards du 9 novembre<sup>10</sup>, sur la fausse monnaie, et du 26 novembre 1554<sup>11</sup>, sur le transport des grains, ne porterait pas préjudice aux bourgeois de Bruges, d'Ypres et du Franc. Elle maintenait cependant la confiscation *quant au cas réservés* c'est-à-dire les crimes de lèse-majesté divine et humaine auxquels les délits d'hérésie étaient assimilés. Cette mesure ne répondait pas aux espoirs des bourgeois mais la gouvernante ne pouvait pas, de sa propre autorité, faire de plus grandes concessions. C'était à l'empereur qu'il appartenait de prendre une décision. Le 27 janvier 1555 (n. st.)<sup>12</sup>, Charles-Quint signait l'acte par lequel il acceptait que les difficultés en matière de confiscation de biens pour délit d'hérésie soient réglées entre les Brugeois et les juges qu'il leur députerait à cet effet.

Il est étrange que l'original de cet acte ne se trouve pas aux Archives de la ville de Bruges, où nos investigations ne nous ont pas permis de découvrir la moindre trace de sa réception, et, à plus forte raison, d'une éventuelle publication. L'original se trouve dans les dossiers classés par Viglius, chef-président du Conseil Privé. Bien que l'authenticité de l'acte soit certaine, le problème de son application reste posé<sup>13</sup>.

J. VERTENEUIL.

<sup>10</sup> *Ibid.*, pp. 384-385.

<sup>11</sup> *Ibid.*, pp. 387-388.

<sup>12</sup> L'empereur signa le même jour un nombre important de mandements et ordonnances dont une sur le même sujet, suspendant en Hainaut les confiscations pour délit d'hérésie (*ibid.*, pp. 412-413) et une autre permettant d'accueillir les requêtes des sujets suspects d'hérésie, s'ils sont repentants (*ibid.*, pp. 413-414). Des expéditions originales de ces deux actes sont conservées dans la même liasse que l'acte destiné aux Brugeois. Ces trois originaux possèdent les mêmes caractères diplomatiques. Ils se caractérisent par l'absence de tout protocole initial. Le protocole final se limite à la formule de date, la signature autographe de l'empereur et la signature d'un secrétaire. Cette catégorie d'actes ne nécessite pas de validation par le sceau; il ne s'agit donc ni d'un placard, ni d'une lettre patente, ni d'un mandement mais comme ces trois catégories elle appartient au groupe des lettres patentes.

<sup>13</sup> Il peut avoir existé plusieurs expéditions originales de l'acte. Il eut été normal que la décision de l'empereur soit annoncée éga-

## ANNEXES

## I

*Les bourgmestres, échevins et conseil de la ville de Bruges supplient l'empereur d'avoir égard à leur privilège de non-confiscation et de faire cesser l'action du receveur François vanden Houte et du huissier Lommelin.*

Bruges, non daté [5 août 1554-10 janvier 1555].

Original sur papier. A. G. R., *Papiers d'État et Audience*, liasse 1177/1, pièce n° 10.

## Aenden Keysere

Supplieren oitmoedelick burchmeesters, scepenen ende raedt uwer stede van Brugge zoe wel over hemlieden ende huerlieder gemeene poorterie als ter beschermenisse vanden rechten, privilegien ende inveteree usancien van diere hoe dat uwe voirnoemde stede van Brugge es een schoone oude notable ende vermaerde stede representerende tweede let van uwen grafscepe van Vlaendren verchiert met vele schoone ghiften, rechten ende privilegien ende onder andere hebben de voirsaten vande supplianten over ende uuter name vander voors. stede ende poortrie in 't jaer XIII<sup>o</sup> veerthiene van wijlent edele memorie hertoghe Jan, grave van Vlaendren, voirsate van uwe Maiesteit vercreghen bij voirgaende tractate ende midts de somme van X<sup>m</sup> gouden croonen zekere concessie daerbij dat in der eeuwichede alle de goedinghen vande poorters ende poortessen uwer voirs. stede bevrijt ende geexempteert zijn van allerande confiscatie bij wat middele die zouden moghen gebueren 't zelfs omme saken van conspiratie ende lesemaiesteit oft andere hoe dat die zouden mogen wesen negheene uutghesteken blijckende bijder copie autenticque danof hier anne gehecht<sup>1</sup> van welcken rechte zij tzedert altijts inviolabelick, zonder contradictie ten aensiene ende wel

lement au receveur vanden Houte et au huissier Lommelin. Le présent original est peut-être une expédition surnuméraire dressée par les secrétaires du Conseil Privé. Le fait que Viglius l'ait conservée suffit à prouver sa valeur juridique. Notons, en ce qui concerne la genèse de l'acte, que l'emploi de la troisième personne semble indiquer qu'il fut rédigé au Conseil Privé, peut-être le même jour que l'acte du 10 janvier (*cf.* note 9), daté et signé postérieurement, le 27 janvier, par l'empereur.

<sup>1</sup> Une copie du privilège est classée dans la même liasse à côté de la supplique.

wetene van elcken geuseert ende ghegaudeert hebben totten dage van hedent.

Desen niet jegenstaende Franchois vanden Houte, uwen ontfangere vanden extraordinairen in Vlaendren, up den Ven augusti laestleden hem vindende in 't collegie vande supplianten heeft aldair versocht te moghen saiseren bescriven ende inventarieren de goedingen van diversche poorters der voirs. stede, onlancx binnen der zelve livelick geexecuteert ende van andere die hemlieden geabsenteert hadden ter cause van quade secten maintenerende de zelve verbuert ende geconfisquiert zijnde waer op hem bijden zelve collegie bij vorme van antwoirde vertoocht zijn geweest diversche pregnante redenen maintenerende dair bij dat hij ontfanghere 't zelve niet behoorde noch en vermochte te doene bijzondere obsterende de voirs. notoire concessie.

Ende naer dien hij ontfanghere versocht hadde de zelve antwoirde t'hebbene in gheschrifte ende copie vander voornoemde concessie ende die hem geconsenteert ende gegeven zijnde vanden zelve collegie gescheeden was; en hebben zij supplianten danof niet meer gehoirt dinckende dat hij dairmede te vreden was, zoe hij wel behoorde te zijne. Nemaer nu onlancx Baptiste Lommelien, duerwaerde, met eenen Touchain van Aken, commis vanden voornoemden ontfanghere, comparerende in 't voornoemde collegie ende aldaer exhiberende zekere generaele commissie executorialle langhe dair te voiren *scilicet* in april bijden voornoemden ontfanghere vercregen danof de copie autenticque hiero anne ooc hanct, heeft uuyt crachte van diere insgelijcx versocht ende gemainteneert die voirs. goedinghen t' executerene als verbuert ende geconfisquiert, den welcken bijden supplianten in effecte gelijcke antwoirde gegheven es geweest als vooren versouckende dat zij mitsdien hemlieden zouden willen genougen ende desisteren ende daer neen zoe verclaersden zij supplianten dat zij ter beschermenisse van huerlieder voornoemde poorters goedingen ende privilegie hemlieden opposeerden jeghens alzulcke executie als de voirnoemde duerwaerdere zoude willen doen up de zelve goedinghen versouckende aenden zelve duerwaerdere voer eenige reele executie in oppositie ontfanghen te zijne, met assignatie van daghe omme in justicie behoort te werdene nyet jegenstaende de clausele rigoreuse inde voirs. commissie begrepen ende dat zoe wel midts dat de zelve commissie niet specialick *ad illum actum* gedecerneert en was als oick dat die expresselijck gelimiteert was metter clausele dattet hem souffissantelijck zoude moeten blijcken dat men uwe Maiesteit 't goet bij hem versocht t' executerene duechdelick schuldich ware 't welck hier niet gebuert en conste wesen zoe wel mits datter gheene sentencie declaratoire van

confiscatie en was noch en es als oic dat ter contrarie expresselijck bleeck bijder voornoemde concessie vander vrijhede ende exemptie den voirs. poorters zoe voirseit es competeerde bij specialen contracte ende ten tytule onereux gemaect metten edelen voirsæten van uwe Maiesteit den welcken nyet gederoegueert en es, ende dat dien volgende hij duerwaerdere schullich was te desisterene vande voirs. clause rigoreus t'executerene verclaersende de voornoemde supplianten voorts dat ingevalle hij boven desen soude willen oft meenen voort te gaene in eeniger maniere metter executie vande voirs. clause rigoreuse ende reelle furnissemente dat zij supplianten ter conservatie als vooren hemlieden van alsnu gelijck van alsdan *et econtra* dronghen als appellanten van zijnen refuse van ontfanghe in oppositie ende assignatie van dage mitgaders van alle ulterieure executie met diesser meer uuyt zoude moghen spruyten ende naer volgen protesterende van attemptate ende excesse scaden ende interesten alle welcke niet jegenstaende de voornoemde duerwaerdere en heeft gheenssins willen verstaen tot der supplianten versouck te condescenderen maer ter contrarien *facto ipso* refuserende hemlieden in huerlieder voirs. versochte oppositie ende assignatie van dage t' ontfæene vanteert hem metter voirs. reelle executie voirt te gaene al ten grooten griefve ende prejudicie vanden supplianten de welcke hemlieden mitsdien keeren tot uwe Maiesteit biddende oetmoedelijck hemlieden te willen verleenen uwe opene brieven van relief d'appel, met clause van inhibitie ende deffencie in goede ende ample vorme, zonderlinghe ghemerct dat promptelijck blijckt vande voirs. concessie ende exemptie ende oic dat de voirs. commissie uuyt crachte vande welcke den voirs. duerwaerdere procedeert niet anders en es dan een generale executoire notoirlick de sake boven geroert niet comprehenderende te meer dat de zelve executoire ghedecerneert es geweest van op den XXIX<sup>en</sup> aprilis laestleden ten welcken tijde noch langhe daer nae allesins geen gewach en was vanden delicten vande voirs. t'zedert geexecuteerde ende geabsenteerde personen.

## II

*Charles-Quint, en réponse à la supplique précédente, consent à ce que la question soit réglée par voie de justice devant les juges qu'il députera à cet effet.*

Bruxelles, 27 janvier 1555 (n. st.).

- A. Original sur parchemin (470 × 232 mm); sans pli ni sceau; signature autographe de l'empereur.

*A.G.R. Papiers d'État et Audience, liasse n° 1177/3, pièce séparée. (Anciennement Renvois de Vienne, n° LII).*

Mentions dorsales :

- a) Declaratio pro Brugensibus super jure confiscationis (écriture de Viglius).
- b) R (XVI<sup>e</sup>s .?).
- c) Acte déclaratoire de l'Empereur pour ceux de Bruges permettant que le placart publié pour confiscation de corps et biens pour crimes d'hérésie se puisse débattre et décider par voie de justice par devant tel juge à députer par Sa Majesté impériale. 27 janvier 1554. N° 574 (XVII-XVIII<sup>e</sup> siècle).

B. Minute sur papier. *Ibidem.*

Comme l'Empereur, nostre sire, désirant remédier aux sectes et hérésies semées en ses pays de par deça, ait cidevant fait despescher certaines ordonnances et deffences contre tous ceulx et celles qui se trouveroient infectez ou suspectez des dites sectes, commandant que les transgresseurs des dites ordonnances fussent pugniz non seulement au corps mais aussi en leurs biens, nonobstant tous previlèges ou usances au contraire, pour donner tant plus de crainte à ses subjectz et les garder de tumber en telz et si pernicieux maulx, comme plus avant est contenu en ses lettres d'édict et placart sur ce publiées.

A laquelle paine et confiscation de biens les bourgmestres, eschevins et conseil de la ville de Bruges se seroient opposez et appellé de l'exécution faicte par le receveur des exploix, prétendans icelle n'avoir et ne pouvoir avoir lieu au dit Bruges,

obstant certain leur privilège d'exemption au contraire, dont ilz dient tousiours avoir usé paisiblement avec les réservations y contenues qui ne se peulent estendre à la transgression des placcartz et édictz de Sa dite Majesté cy dessus mencionnez.

Et combien que a icelle tant de droict escript que de son auctorité et puissance, mesmes pour ung tel et si grant bien publicque dont dépend la conservation de nostre sainte foy et religion catholicque, il soit esté loisible de ainsy statuer et introduire la dite confiscation de biens en tous ses pays et quartiers.

Ce néantmoins, veullant toutes choses rigler en bonne justice et termes de droict, Sa dite Majesté Impériale a consenti et permis, consent et permect, par cestes, aus dits de Bruges, le dit débat et difficulté, pour cas dont question s'est meue et aultres que cy après se pourroient mouvoir, sommièrement estre congneu, esclarcy, vuydé et décidé par voie de justice pardevant telz juges que Sa dite Majesté à ce leur députera.

Faict à Bruxelles, le vingt-septième<sup>1</sup> jour de janvier l'an quinze cens cinquante quatre.

(*Signum* :) Charles

(*Subscriptio* :) Dane

(*In fine* :) Acte pour ceux de Bruges. Que Sa Majesté permect que le placcart publié pour confiscation de corps et biens se puisse débattre et cognoistre et décider par voie de justice par devant tels juges que Sa Majesté députera<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Le mot vingt-septième a été écrit postérieurement à la rédaction de l'acte, dans un intervalle ménagé à cet effet, au moyen d'une encre légèrement différente de celle qui a servi à la rédaction de l'acte mais identique à celle de la signature et de la souscription.

<sup>2</sup> Cette brève analyse était rédigée à l'intention de la personne qui devait signer l'acte. Cfr. Organisation du Conseil Privé, § 12, dans *Recueil des Ordonnances...*, 2<sup>e</sup> série, t. III, pp. 241-243.